

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Armageddon-energetique-de-l-Europe-vient-de-Berlin-et-de-Bruxelles-pas-de-Moscou>

L'Armageddon énergétique de l'Europe vient de Berlin et de Bruxelles, pas de Moscou

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : jeudi 8 septembre 2022

Description :

L'Armageddon énergétique de l'Europe vient de Berlin et de Bruxelles, pas de Moscou. Los políticos de la UE y los grandes intereses financieros están utilizando a Rusia para tapar lo que es una crisis energética *Made in Germany & Brussels*. Las consecuencias no son casuales (...) William Engdahl

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 22 août, le prix du gaz naturel sur le marché boursier de la plateforme gazière allemande THE (Trading Hub Europe) était supérieur de plus de 1000 % à celui d'il y a un an. La plupart des citoyens se font dire par le régime Scholz que la raison en est Poutine et la guerre de la Russie en Ukraine. La vérité est tout autre. Les politiciens de l'UE et les grands intérêts financiers utilisent la Russie pour couvrir ce qui est une crise énergétique *Made in Germany* et Bruxelles. Les conséquences ne sont pas accidentelles.

Ce n'est pas parce que des hommes politiques comme M. Scholz ou le ministre allemand de l'économie verte, Robert Habeck, ou le vice-président de la Commission européenne chargé de l'énergie verte, Frans Timmermans, sont stupides ou ignorants. Corrompus et malhonnêtes, peut-être oui. Ils savent exactement ce qu'ils font. Ils lisent un *script*. Tout cela fait partie du plan de l'UE visant à désindustrialiser l'une des concentrations industrielles les plus économes en énergie de la planète. Il s'agit de l'Agenda vert 2030 de l'ONU, également connu sous le nom de « *Great Reset* » de Klaus Schwab.

Marché européen du gaz déréglementé

Ce que la Commission Européenne et les Ministres du gouvernement en Allemagne et dans toute l'UE cachent soigneusement, c'est la transformation qu'ils ont créée dans la façon dont le prix du gaz naturel est déterminé aujourd'hui. Pendant près de deux décennies, la Commission européenne, soutenue par les mégabanesques telles que *JP Morgan Chase* ou les grands fonds spéculatifs, a commencé à jeter les bases de ce qui est aujourd'hui une déréglementation complète du marché du gaz naturel. Elle a été présentée comme la « libéralisation » du marché du gaz naturel de l'Union européenne. Ce qu'elle permet aujourd'hui, c'est que le marché libre en temps réel non réglementé fixe les prix plutôt que les contrats à long terme.

Vers 2010, l'UE a commencé à promouvoir un changement radical des règles de tarification du gaz naturel. Auparavant, la plupart des prix du gaz étaient fixés dans des contrats à long terme pour la livraison par gazoduc. Le principal fournisseur, la société russe Gazprom, fournissait du gaz à l'UE, et plus particulièrement à l'Allemagne, dans le cadre de contrats à long terme indexés sur le prix du pétrole. Jusqu'à ces dernières années, presque aucun gaz n'était importé par des navires GNL. Avec un changement dans les lois américaines pour permettre l'exportation de GNL à partir de l'énorme production de gaz de schiste en 2016, les producteurs de gaz américains ont commencé une expansion majeure de la construction de terminaux d'exportation de GNL. La construction de ces terminaux prend en moyenne 3 à 5 ans. Dans le même temps, la Pologne, la Hollande et d'autres pays de l'UE ont commencé à construire des terminaux d'importation de GNL pour recevoir le GNL de l'étranger.

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, les géants pétroliers anglo-US, alors appelés le [Cartel des sept soeurs](#), ont créé un monopole mondial sur le prix du pétrole. Comme l'a fait remarquer Henry Kissinger pendant les chocs pétroliers des années 1970, « *Contrôlez le pétrole et vous contrôlez des nations entières* ». Depuis les années 1980, les banques de *Wall Street*, avec à leur tête *Goldman Sachs*, ont créé un nouveau marché du « pétrole papier », c'est-à-dire des contrats à terme et des produits dérivés sur les futurs barils de pétrole. Cela a créé un énorme casino de profits spéculatifs qui était contrôlé par une poignée de banques géantes à New York et à la City de Londres.

Ces mêmes puissants intérêts financiers travaillent depuis des années à la création d'un marché mondialisé similaire du « gaz papier » dans des contrats à terme qu'ils pourraient contrôler. La Commission Européenne et son

programme Green Deal visant à « décarboniser » l'économie d'ici 2050, en éliminant les carburants à base de pétrole, de gaz et de charbon, ont fourni le piège idéal qui a conduit à la flambée des prix du gaz dans l'UE depuis 2021. Pour créer ce contrôle du marché « unique », l'UE a fait l'objet de pressions de la part des intérêts mondialistes pour imposer à Gazprom des changements de règles draconiens et de facto illégaux afin de forcer le propriétaire russe de divers réseaux de gazoducs de distribution dans l'UE à les ouvrir au gaz concurrent.

Les grandes banques et les intérêts énergétiques qui contrôlent la politique européenne à Bruxelles avaient créé un nouveau système de prix indépendant, parallèle aux prix stables à long terme du gaz russe acheminé par gazoduc, qu'ils ne contrôlaient pas.

En 2019, la série de directives bureaucratiques sur l'énergie de la Commission européenne de Bruxelles a permis aux échanges sur le marché du gaz, entièrement déréglementés, de fixer de facto les prix du gaz naturel dans l'UE, malgré le fait que la Russie restait de loin la principale source d'importation de gaz. Une série de "hubs" de négociation virtuels avaient été créés pour négocier des contrats à terme sur le gaz dans plusieurs pays de l'UE. En 2020, le TTF (*Title Transfer Facility*) néerlandais était le centre de négociation dominant pour le gaz de l'UE, ce qu'on appelle la référence du gaz de l'UE. Notamment, le TTF est une plateforme virtuelle d'échanges de contrats à terme sur le gaz entre banques et autres investisseurs financiers, « Over-The-Counter ». Cela signifie qu'il est de facto non réglementé, en dehors de tout marché réglementé. Ce point est essentiel pour comprendre le jeu qui se joue aujourd'hui dans l'UE.

En 2021, seulement 20 % de toutes les importations de gaz naturel vers l'UE étaient du gaz GNL, dont les prix étaient largement déterminés par les transactions à terme sur le hub TTF, la référence de facto du gaz dans l'UE, détenue par le gouvernement néerlandais, le même gouvernement qui détruit ses fermes pour une réclamation frauduleuse de pollution à l'azote. La plus grande part des importations de gaz européen provenait de la société russe Gazprom, qui fournissait plus de 40 % des importations de l'UE en 2021. Ce gaz était acheminé par des contrats de gazoduc à long terme dont le prix était largement inférieur au prix de spéculation actuel du TTF. En 2021, les États de l'UE ont payé une pénalité estimée à environ 30 milliards de dollars de plus pour le gaz naturel que s'ils s'en étaient tenus aux prix indexés sur le pétrole de Gazprom. Les banques ont adoré. L'industrie et les consommateurs américains non. Ce n'est qu'en détruisant le marché du gaz russe dans l'UE que les intérêts financiers et les partisans du *Green Deal* ont pu créer leur contrôle du marché du GNL.

Fermeture du gazoduc de l'UE

Avec le soutien total de l'UE pour le nouveau marché de gros du gaz, Bruxelles, l'Allemagne et l'OTAN ont commencé à fermer systématiquement des gazoducs stables et à long terme vers l'UE.

Après avoir rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc en août 2021 en raison de territoires contestés, l'Algérie a annoncé que le *Gazoduc Maghreb-Europe* (MGE), lancé en 1996, cesserait de fonctionner le 31 octobre 2021, date d'expiration de l'accord correspondant.

En septembre 2021, Gazprom a achevé son gazoduc sous-marin *Nord Stream 2*, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui relie la Russie au nord de l'Allemagne en traversant la mer Baltique. Il doublerait la capacité de *Nord Stream 1* à 110 milliards de mètres cubes par an, permettant à Gazprom de ne plus subir d'interférences avec les livraisons de gaz via son *Gazoduc Soyouz* passant par l'Ukraine. La Commission Européenne, soutenue par l'administration Biden, a bloqué l'ouverture du gazoduc par un sabotage bureaucratique. Finalement, le 22 février, le Chancelier allemand Scholz a imposé une sanction sur le gazoduc en raison de la reconnaissance par la Russie de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk. Avec la crise gazière croissante

depuis, le gouvernement allemand a refusé d'ouvrir *Nord Stream 2* malgré le fait qu'il soit terminé.

Puis, le 12 mai 2022, bien que les livraisons de Gazprom au *Gazoduc Soyouz* traversant l'Ukraine n'aient pas été interrompues pendant près de trois mois de conflit, malgré les opérations militaires russes en Ukraine, le régime de Zelenskyy à Kiev, contrôlé par l'OTAN, a fermé un important gazoduc russe traversant Lougansk, qui acheminait du gaz russe à la fois vers son Ukraine et vers les États de l'UE, déclarant qu'il resterait fermé jusqu'à ce que Kiev obtienne le contrôle total de son système de gazoducs qui traverse les deux républiques du Donbass. Cette section de la ligne *Soyouz* ukrainienne a entraîné une réduction d'un tiers du gaz acheminé par le *Soyouz* vers l'UE. Cela n'a certainement pas aidé l'économie de l'UE à un moment où Kiev suppliait ces mêmes pays de l'OTAN de lui fournir davantage d'armes. *Soyouz* a été ouvert en 1980 sous l'Union soviétique et acheminait du gaz provenant du champ gazier d'Orenbourg.

Vient ensuite le gazoduc russe *Jamal*, qui traverse le Belarus et la Pologne jusqu'en Allemagne. En décembre 2021, deux mois avant le conflit ukrainien, le gouvernement polonais a fermé la partie polonaise du gazoduc, interrompant ainsi la livraison de gaz de Gazprom à bas prix en Allemagne et en Pologne. Au lieu de cela, les compagnies gazières polonaises ont acheté du gaz russe dans les entrepôts des compagnies gazières allemandes, via la section polono-allemande du gazoduc *Jamal*, à un prix plus élevé dans un flux inversé. Les compagnies gazières allemandes ont obtenu leur gaz russe par le biais d'un contrat à long terme pour un prix contractuel très bas et l'ont revendu à la Pologne avec un énorme bénéfice.

Cette folie a été délibérément minimisée par le ministre vert de l'économie Habeck, le chancelier Scholz et les médias allemands, bien qu'elle ait entraîné une hausse des prix du gaz allemand et aggravé la crise du gaz en Allemagne. Le gouvernement polonais a refusé de renouveler son contrat gazier avec la Russie et achète son gaz sur le marché libre à des prix nettement plus élevés. En conséquence, plus aucun gaz russe n'est acheminé vers l'Allemagne via *Jamal*.

Enfin, la livraison de gaz via le gazoduc sous-marin *Nord Stream 1* a été interrompue en raison de la réparation nécessaire d'une turbine à gaz fabriquée par Siemens. La turbine a été envoyée dans une installation spéciale de Siemens au Canada, où le régime anti-russe de Trudeau l'a retenue pendant des mois avant de la libérer à la demande du gouvernement allemand. Pourtant, ils ont délibérément refusé d'accorder la livraison à son propriétaire russe, mais plutôt à Siemens Allemagne, où elle se trouve, car les gouvernements allemand et canadien refusent d'accorder une exemption de sanctions juridiquement contraignante pour le transfert vers la Russie. De cette manière, le gaz de Gazprom acheminé par *Nord Stream 1* est également réduit de façon spectaculaire à 20 % de la normale.

En janvier 2020, Gazprom a commencé à envoyer du gaz de son *Gazoduc TurkStream* à travers la Turquie, puis vers la Bulgarie et la Hongrie. En mars 2022, la Bulgarie a unilatéralement, avec le soutien de l'OTAN, coupé ses approvisionnements en gaz de *TurkStream*. Le président hongrois Viktor Orban, en revanche, a obtenu de la Russie la poursuite de l'approvisionnement en gaz de *TurkStream*. En conséquence, la Hongrie ne connaît aujourd'hui aucune crise énergétique et importe du gaz russe par gazoduc à des prix fixes contractuels très bas.

En sanctionnant ou en fermant systématiquement les livraisons de gaz à partir de gazoducs à long terme et à faible coût vers l'UE, les spéculateurs gaziers, via le TTP néerlandais, ont pu profiter de chaque hoquet ou choc énergétique dans le monde, qu'il s'agisse d'une sécheresse record en Chine ou du conflit en Ukraine, ou encore des restrictions à l'exportation aux États-Unis, pour surenchérir les prix de gros du gaz dans l'UE. À la mi-août, le prix à terme chez TTP était supérieur de 1 000 % à celui d'il y a un an et augmentait quotidiennement.

La folie des prix les plus élevés en Allemagne

Le sabotage délibéré des prix de l'énergie et de l'électricité devient encore plus absurde. Le 28 août, le ministre allemand des finances Christian Lindner, seul membre du cabinet issu du parti libéral (FDP), a révélé qu'en vertu des termes opaques des mesures complexes de réforme du marché de l'électricité de l'UE, les producteurs d'électricité d'origine solaire ou éolienne reçoivent automatiquement le même prix pour leur électricité « renouvelable » qu'ils vendent aux compagnies d'électricité pour le réseau que le coût le plus élevé, c'est-à-dire le gaz naturel !

Lindner a demandé une modification « urgente » de la loi allemande sur l'énergie afin de découpler les différents marchés. Le fanatique ministre de l'économie verte Robert Habeck a immédiatement répondu que « *Nous travaillons dur pour trouver un nouveau modèle de marché* », mais en prévenant que le gouvernement doit veiller à ne pas trop intervenir : « *Nous avons besoin de marchés qui fonctionnent et, en même temps, nous devons fixer les bonnes règles pour que les positions sur le marché ne soient pas abusées* ».

En fait, Habeck fait tout ce qui est possible pour construire l'agenda vert et éliminer le gaz, le pétrole et le nucléaire, les seules sources d'énergie fiables à l'heure actuelle. Il refuse d'envisager la réouverture de trois centrales nucléaires fermées il y a un an ou de reconsidérer la fermeture des trois autres en décembre. Habeck ainsi que la présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen ont déclaré à plusieurs reprises que l'augmentation des investissements dans les énergies éolienne et solaire peu fiables était la réponse à la crise du prix du gaz que leurs politiques ont délibérément créée. A tous les égards, la crise énergétique suicidaire que traverse l'Europe a été « *Made in Germany* », pas en Russie.

William Engdahl* pour son [blog personnel](#)

[William Engdahl](#). USA, le 31 août 2022.

***William Engdahl** est un économiste, écrivain et journaliste étasunien qui écrit sur la géopolitique, l'économie et l'énergie depuis plus de trois décennies. Il est également consultant en risques stratégiques et conférencier, est diplômé en politique de l'université de Princeton et est l'auteur de *best-sellers* sur le pétrole et la géopolitique, exclusivement pour le site « [New Eastern Outlook](#) »

Traduction de et par : [El Correo](#)

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 8 septembre 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org